



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue de Foljuif
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : E25/ *LS 27*
Code AIOT : 0006506564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement SIBELCO France implanté LES CARRIERES 77760 Amponville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- LES CARRIERES 77760 Amponville
- Code AIOT : 0006506564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIBELCO est autorisée à exploiter la carrière de sable siliceux et de grès de La Chapelle la Reine, sur les communes de La Chapelle-la-Reine et d'Amponville, par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 012 du 27 février 2001, autorisant la société GSI à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière. L'arrêté préfectoral du 10 mars 2008 autorise la société SIFRACO (devenue au 1er janvier 2009 SIBELCO-France) à se substituer à la société GSI.

En 2023, une nouvelle autorisation a été accordée pour une extension du périmètre d'exploitation et une prolongation de durée de 30 ans.

L'autorisation actuelle porte sur une superficie de 48 ha 85 a 14 ca et jusqu'au 1er juin 2053.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Contrôle des niveaux de bruit et de l'émergence | Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.5.2.4 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | MONTANTS DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES | Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 8.1 | Sans objet |
| 3 | Suivi des retombées atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.3.3.2 | Sans objet |
| 4 | Contrôle des rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.2.2.6 | Sans objet |
| 5 | Suivi piézométrique | Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.2.3.3 | Sans objet |
| 6 | Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.2.3.4 | Sans objet |
| 7 | INFORMATION DU PUBLIC | Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 4.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement exploité.

Les prescriptions réglementaires sont globalement respectées.

L'exploitant devra fournir les résultats de son contrôle de bruits dès réception de celui-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MONTANTS DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 8.1 | | | |
|--|------------|------------|------------|
| Thème(s) : Situation administrative, GARANTIES FINANCIÈRES | | | |
| Prescription contrôlée : Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale. La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Pour chacune des périodes quinquennales, le montant de référence des garanties financières TTC est établi comme suit : | | | |
| Périodes | S1 (en ha) | S2 (en ha) | S3 (en ha) |
| A de 0 à 5 ans | 6,29 | 22,14 | 3,96 |
| Constats : Les valeurs en 2024 de S1, S2 et S3 sont respectivement : S1 = 2,76 ha pour une valeur maximale de 6,29 ha S2 = 15,182 ha pour une valeur maximale de 22,14 ha S3 = 2,4522 ha pour une valeur maximale de 3,96 ha Les garanties financières sont respectées. | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | |

N° 2 : Contrôle des niveaux de bruit et de l'émergence

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.5.2.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruits |
| Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser tous les ans, à ses frais, une mesure des niveaux de bruit et de l'émergence par un organisme qualifié. Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susmentionné. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'établissement fait l'objet de plaintes ou en cas de modification des installations susceptible d'impacter le niveau de bruit généré par l'établissement dans les zones à émergence réglementée. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. En cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. |

| |
|---|
| Constats : |
| L'exploitant a indiqué que la campagne de mesure de bruit n'a pas été réalisée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant doit effectuer son contrôle et transmettre dès réception les résultats à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Suivi des retombées atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.3.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Poussières |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe ci-dessus.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$.</p> <p>L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.3.3.3 ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé son suivi des retombées atmosphériques.</p> <p>L'évolution des teneurs en poussières est présentée dans son rapport annuel.</p> <p>Les valeurs restent inférieures à $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Contrôle des rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.2.2.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder à un contrôle annuel des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures ainsi que du débit. Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé. Les résultats des analyses sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues est transmis au plus tard le 1er mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier. |
| Constats : La prestation de mesure des rejets aqueux a été effectuée en novembre 2024 par la société AquaMesure. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire Eurofins. Le rejet concernant les MES a montré un léger dépassement à la valeur limite. Ce rejet s'évacue dans un fossé à l'intérieur du site, non dans le milieu naturel. Les valeurs de rejet pour la température de l'eau, la teneur en hydrocarbures et la DCO sont conformes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Suivi piézométrique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.2.3.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique |
| Prescription contrôlée : Un suivi piézométrique semestriel des eaux souterraines, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, sera réalisé sur les 4 piézomètres et le puits. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés a minima, la date du relevé, la désignation de l'ouvrage et la hauteur de la nappe en mètre NGF. |
| Constats : Le suivi piézométrique est réalisé en juin puis en septembre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 6.2.3.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Au niveau des piézomètres implantés, l'exploitant procède ou fait procéder aux analyses suivantes : une analyse deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, sur les paramètres pH, température, conductivité, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, nitrates, sulfates, chlorures, fluorures, atrazine et simazine ; L'ensemble des analyses prévues pour assurer le contrôle de la qualité des eaux est consigné dans un registre. Un bilan du suivi prévu à l'article 6.2.3.3 ci-dessus et de la surveillance définie au présent article est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier. Des analyses ou des paramètres supplémentaires pourront être demandés en tant que de besoin par l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a indiqué que les résultats sont stables entre juin et septembre avec une valeur élevée sur les nitrates liées à l'activité agricole tout autour du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : INFORMATION DU PUBLIC

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 4.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, INFORMATION DU PUBLIC |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et les adresses des mairies où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| Constats : Les informations relatives à la carrière sont convenablement indiquées à l'entrée du site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

